

M. le PRESIDENT: Revenons au crédit n° 115. Plaît-il au comité de l'adopter?

M. MAHARG: Lorsque le ministre a entrepris ce travail durant la session de 1918, je crois, il nous a dit que son but était de donner de l'emploi aux anciens combattants. Combien y a-t-il eu de vétérans parmi les employés?

M. FRASER: Je puis dire que tous les anciens combattants qui ont demandé du travail ou nouveau canal Welland ont été employés. J'ai eu ce renseignement du département du Rétablissement civil des soldats.

L'hon. M. REID: Vétérans mariés, 485; civils mariés, 535; vétérans célibataires, 343; civils célibataires, 237.

M. MAHARG: C'est très satisfaisant; je n'ai pas à me plaindre à ce sujet. Il y a cependant un autre point que je veux mentionner; il concerne le renseignement que j'ai essayé de me procurer lorsque nous discussions la marine marchande. Nous dépensons quelque 60 ou 70 millions pour des navires. Nous dépensons des millions chaque année pour nos chemins de fer, et nous n'avons évidemment plus rien à voir à cette question, puisque nous avons nommé un bureau de directeurs. Est-il possible que le Gouvernement en reste là en ce qui concerne l'administration de la marine marchande?

L'hon. M. REID: Je ne puis réellement pas examiner la question de la marine au sujet du crédit pour le canal Welland; il n'est pas du ressort de mon ministère. Je dois dire que mon honorable ami aurait pu se procurer ce renseignement du ministre de la Marine lorsque les prévisions budgétaires de celui-ci étaient en délibération. Je suis certain qu'il le donnera volontiers au sujet de quelqu'un de ses autres crédits.

M. MAHARG: J'ai essayé d'avoir ces renseignements du ministre de la Marine, mais je n'ai reçu de lui qu'une réponse aussi évasive que celle que vient de faire le ministre des Chemins de fer. Le ministre nous a dit ce soir qu'il allait s'occuper de la question et qu'il nous aviserait ensuite; il ne sait guère donner autre chose que des avis. Il me semble que si le Gouvernement n'a pas encore décidé s'il dirige lui-même l'entreprise, il est à peu près temps qu'il le fasse. L'opinion dans notre groupe—et je crois que c'est aussi l'opinion générale de notre côté de la Chambre—c'est que cette dépense ne serait pas du tout justifiable en ce moment, et nous nous y

opposerons aussi énergiquement que nous le pourrons. La soirée n'est pas très avancée, et nous aimerions à examiner un peu plus à fond ce crédit, s'il est possible. Maintenant que l'on demande des soumissions, y a-t-il aucun dispositif d'inséré dans ces soumissions au sujet de la catégorie d'hommes qui seront employés lorsque le marché sera exécuté?

L'hon. M. REID: Non.

M. MAHARG: Les adjudications sont ouvertes à tous; les entrepreneurs peuvent employer les hommes d'où il lui plaira et n'importe quelle classe d'hommes qu'il leur plaira. On dit que dans la ville de Toronto, il y a des milliers et des milliers d'anciens soldats sans travail. N'y a-t-il aucune clause dans ces marchés qui prévoit l'emploi de ces hommes?

L'hon. M. REID: Il n'y a aucune clause semblable. Il a été demandé aux entrepreneurs de suivre le programme qui a été adopté, c'est-à-dire d'employer les anciens soldats si ceux-ci demandent de l'ouvrage.

Quelques DEPUTES: Adopté, adopté.

M. MAHARG: Nous verrons sous peu à ce que l'on mette à exécution cette partie du programme. Il y a amplement de temps pour cela. Ce soir l'honorable député d'Algonoma-Est (M. Nicholson) s'est opposé à l'attitude de quelques-uns d'entre nous, et ils ont prétendu que c'était une attitude particulariste. Il a fait remarquer qu'un grand nombre de crédits étaient d'intérêt local. C'est très vrai, mais il y a un crédit correspondant pour une partie du pays qui compense un crédit pour une autre partie. Il a cité un crédit de \$35,000 ou \$40,000 concernant un bateau de passage, et il a dit: La Colombie-Anglaise n'y a aucun intérêt. Mais la Colombie-Anglaise a un fort intérêt dans un bassin de radoub qui coûte deux ou trois millions, ce qui est une très belle compensation ce me semble, et nous comprenons très bien que la Colombie-Anglaise n'ait aucun intérêt à une dépense de \$35,000 ou \$40,000. Notre situation à nous, dans l'Ouest, est toute différente. Nous ne pouvons avoir même un embranchement de chemin de fer. Il ne s'en construit pas. Nous ne pouvons obtenir un dollar à ces fins. Je crois donc que notre attitude est toute justifiée.

Tel que l'a dit ce soir l'honorable député (M. Davis), relativement au chemin de fer de la baie d'Hudson, la situation est exactement la même pour les deux. De fait, l'autre ligne a été commencée longtemps avant celle-ci, et elle est en aussi mauvais état, mais l'on ne s'en occupe pas du tout,